

Arabie Saoudite-Iran, guerres de religion ?

Le Moyen-Orient est-il en train de vivre des guerres de religion comme celles qui ont ravagé l'Europe entre le 16^e et le 18^e siècle ? Le triste épisode des 47 exécutions effectuées par l'Arabie Saoudite le 2 janvier dernier, dont celle du dignitaire chiite Nimr Bakr Al-Nimr, a été analysé par une partie des médias et experts occidentaux, qui ne se sont même pas donné la peine de décrypter la réalité, sous un angle presque exclusivement religieux, sunnites contre chiites. La réalité, on le sait, est tout autre.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail

En vérité, l'existence d'une forte minorité chiite (quelque 20% de la population) habitant l'est de l'Arabie Saoudite qui produit 98% du pétrole du pays, a de tout temps posé au régime wahhabite un sérieux problème politique. Faute de les convertir de force au wahhabisme, le régime saoudien les a socialement discriminés et marginalisés : à titre d'exemple, les accès aux fonctions supérieures de l'administration, de la police et des grandes entreprises, leur sont de fait interdits.

Or, avec les transformations sociales et économiques provoquées par le boum pétrolier au sein de la société saoudienne, «la nouvelle génération des chiites saoudiens a pu développer une identité différente, moins influencée par l'héritage confessionnel et religieux, mais plus sensible aux problèmes de la nation et à leur participation active dans les affaires du pays, ainsi qu'aux changements du monde dans les domaines scientifique, technique et philosophique. Jusqu'aux années 1990, la principale revendication chiite était la liberté religieuse. Cette demande est passée au second plan, voire au troisième ou au quatrième ces dernières années, derrière l'égalité, la liberté d'expression et la participation politique», écrivait déjà en 2010 le chercheur et politologue saoudien Tawfiq Al-Saif. Une évolution que les religieux wahhabites ont vite perçue comme dangereuse. Et ce qui devait arriver est arrivé.

A l'instar de la Tunisie, de l'Égypte et d'autres pays arabes et maghrébins, l'Arabie Saoudite n'a pas été épargnée durant l'année 2011 et début 2012 par la contestation sociale et politique, notamment à Qatif (est du pays). Une contestation que Riyad avait durement réprimée, accusant Nimr Bakr Al-Nimr, d'en être l'instigateur. En parallèle, le régime saoudien envoyait ses blindés dans l'émirat de Bahreïn pour réprimer dans le sang la révolte des chiites contre la dynastie des Khalifa. Et quatre ans plus tard, en 2015, voilà de nouveau l'Arabie Saoudite à la tête d'une coalition de pays arabes, intervenant au Yémen contre les insurgés houthis (chiites) ! Et ce, sans compter son implication dès 2011 en Syrie via Jaïch al-Islam, Ahrar Cham ou Djabhat al-Nosra (la branche syrienne d'Al Qaïda).

A ceux qui l'accusent de déstabiliser les pays voisins, les Saoudiens invoquent la menace iranienne. En vérité, l'Arabie Saoudite cherche à s'affirmer face à l'Iran comme puissance régionale. Certes, elle possède un énorme arsenal militaire acheté à coups de dizaines de milliards de dollars aux Etats-Unis, à la France et la Grande-Bretagne, mais elle n'a pas d'armée, contrairement à son ennemi iranien qui, lui, dispose d'une vraie force militaire. On le voit bien au Yémen où, en dépit de l'appui logistique satellitaire américain, la coalition arabe menée par Riyad peine à venir à bout des houthis.

Et quand, pour se défendre, les Saoudiens expliquent que l'Iran contrôle l'Irak et soutient la Syrie de Bachar, ils feignent d'oublier qu'ils ont aidé Washington et ses alliés à abattre le régime de Saddam et que leur territoire a servi aux forces américaines pour écraser l'armée irakienne.

Engluée au Yémen, contrainte d'accepter que l'Iran soit associé à un règlement de la crise syrienne n'incluant pas le départ préalable de Bachar Al-Assad, et ce, après avoir tenté de faire échouer l'accord sur le nucléaire iranien, accord qui s'est traduit par un rapprochement entre Téhéran et Washington, l'Arabie Saoudite n'avait d'autre recours que de tenter un dernier coup pour revenir dans le jeu moyen-oriental et ne pas perdre la face après avoir tant investi pour renverser le régime syrien.

En procédant à l'exécution du dignitaire chiite, Riyad ne pouvait ignorer que sa décision rallumerait le brasier que le Conseil de sécurité de l'ONU essaie d'éteindre.

H. Z.

LAS DES DÉBOIRES DE L'ANNÉE ÉCOULÉE Les Tunisiens placent leurs espoirs en l'année 2016

Qu'attendent les Tunisiens de l'année 2016 ? Beaucoup et surtout qu'elle leur fait oublier le cauchemar vécu durant l'année qui vient de s'écouler et qui leur a fait voir tous les déboires auxquels ils ne s'attendaient point. Les espoirs nés de l'accession de Béji Caïd Essebsi à la magistrature suprême et de la formation d'un gouvernement chargé de mettre en exécution la politique du parti majoritaire au Parlement, Nidaa Tounes, se sont vite estompés.

De Tunis,
Kattou Mohamed

Au 31 décembre de l'année 2015, la déception était grande. Ni le chef de l'Etat et encore moins le parti vainqueur des législatives n'ont tenu leurs promesses électorales, promesses qui, pour de nombreux hommes politiques, étaient faites pour «duper l'électorat».

Les attentes étaient aussi grandes que les promesses, mais pour y répondre, il fallait compter sur une situation stable sur les plans économique et sécuritaire. Aussi bien le Président que le parti qui lui avait ouvert les portes du palais présidentiel n'étaient pas assez armés pour sortir le pays de la crise économique dans laquelle il se débat depuis cinq ans.

Le slogan brandi par les dirigeants de Nidaa Tounes selon lequel «leur parti était capable de diriger quatre pays» a, en effet, jeté un discrédit sur ses dirigeants dont le parti n'a pas résisté aux premières secousses qui l'ont ébranlé. D'autant plus que la constitution de Nidaa Tounes portait en elle les germes de sa dislocation. Ses principaux dirigeants n'avaient d'yeux

que pour les postes que pourrait leur procurer une victoire aux législatives, oubliant, au passage, les différences idéologiques qui les séparaient et qui les séparent encore et qui, finalement, ont été déterminantes dans la vie du parti et pour l'avenir politique de ses dirigeants.

Un bras de fer a, en effet, opposé le secrétaire général, Mohsen Marzouk, qui se prenait pour le «chouchou» du Président qui n'a pas hésité à le lâcher et le propre fils du président de la République qui a réussi à créer, au sein du parti, un bloc qui s'est avéré capable d'y semer la zizanie et de le jeter en pâture à ses adversaires. Pire, la crise secouant le parti qui n'a pas encore tenu son congrès constitutif malgré ses trois années d'existence a eu un effet négatif sur la situation politique et économique en général. Selon de nombreux observateurs, c'est le résultat auquel il fallait s'attendre de l'émergence d'un tel parti qui n'avait pour objectif que «déboulonner le parti islamiste (Ennahdha). Au bout du compte, Nidaa Tounes tel que se l'imaginaient ses fondateurs n'a été

qu'un géant au pied d'argile». Il a creusé sa propre tombe même si certains croient encore en sa résurrection. Toujours est-il qu'à l'étape actuelle marquée par nombre de démissions de ses députés, ce parti, au bord de l'implosion, aura laissé le champ libre à son «frère-ennemi», islamiste qui, par simple calcul, accède au rang de premier parti au Parlement. Certains n'y croient pas, mais la réalité est là pour leur rappeler que Ghannouchi tire, aujourd'hui, les ficelles à sa guise sachant que le président de la République ne peut pas gouverner sans son aval.

Conjuguée aux attaques terroristes sans précédent et à la crise qui affecte le secteur touristique générateur de devises et d'emplois, la crise qui secoue le principal parti politique était, selon les observateurs, malvenue.

Cependant, le remaniement ministériel auquel doit procéder, incessamment, le chef du gouvernement, Habib Essid, le congrès de Nidaa Tounes (qui a perdu son secrétaire général, Mohsen Marzouk, démissionnaire) prévu pour les jours à venir et celui du parti islamiste (qui se distingue par sa discipline et sa discrétion) donneront un nouveau visage au paysage politique du pays. Mais la grande question qui taraude les esprits des citoyens est de savoir si ces événements ouvriront ou non les nouveaux horizons que souhaitent tous les Tunisiens.

M. K.

RIYAD ET LE CARNET DE COMMANDES DES MARCHANDS D'ARMES

La petite fabrique de Wallonie et la grande guerre d'Orient

La bonne tenue du carnet de commandes des vendeurs d'armes ou la bonne affaire Arabie Saoudite-Iran. Cas : la fabrique de Wallonie.

De notre bureau de Bruxelles,
Aziouz Mokhtari

L'Arabie Saoudite qui a, en toute vraisemblance, reçu l'aval (l'ordre ?) de provoquer l'Iran ira jusqu'au bout de sa mission.

Qu'est-il attendu au juste de Riyad ?

Tout d'abord fixer Téhéran. La monarchie des Al-Saoud obligera les Iraniens à axer leur diplomatie sur la recherche d'alliances, de contre-pouvoir et de relais dans la région pour contrecarrer le plan saoudien. Ce qui nécessitera des dépenses et des budgets conséquents. Le deuxième élément sur lequel travailleront les Saoudiens est l'isolement religieux dans le monde dit arabo-sunnite de l'influence iranienne. Ce qui présente plusieurs avantages à la fois. Diluer les responsabilités, maintenir les musulmans dans des guerres de religion néfastes qui empêcheront de constater l'alliance, de fait, entre

Riyad, Tel-Aviv et les USA. Cette démarche aura pour effet de neutraliser toute velléité démocratisante, modernisante et de progrès dans le monde dit arabo-musulman. Les courants porteurs d'émancipation et de rationalisme, déjà minoritaires, auront encore plus de mal à s'exprimer et à proposer des lectures sérieuses des événements. Comme partout, il y a des chiites et des sunnites, le désordre sera partout. Les «musulmans» seront, désormais, sommés de choisir entre la décadence saoudienne, soi-disant sunnite, ou les mollahs d'Iran. Alors même que l'Arabie Saoudite est si peu sunnite, si peu proche des fondamentaux premiers de la religion révélée par Mohamed.

Les Saoudiens sont des wahhabites, déguisés en sunnites, point barre. Le reste est manipulations et mensonges grossiers.

L'Iran en souffrira, c'est l'évidence même. Affaiblis par des années d'isolement à cause d'un blocus, aussi injuste qu'immoral, les Iraniens passeront l'essentiel de leur temps à déjouer les complots, à en fomenter d'autres et à se prémunir du mal absolu arrivant des Lieux Saints de l'Islam.

Ira-t-on vers une guerre comme

celle qui a vu s'affronter, pendant une décennie, l'Irak et l'Iran sans que l'on sache, jusqu'à maintenant, pourquoi exactement. Les seules certitudes étant la disparition de l'Etat irakien et le net déclin de l'Iran, sauvé, sans doute, grâce à une civilisation plusieurs fois millénaire et à l'existence d'une société civile raffinée, sage et au savoir-faire réel.

L'Iran est à des années lumières de Riyad en cette occurrence, c'est certain. Pourtant, l'Arabie Saoudite ne lâchera pas le morceau, instrumentalisée qu'elle est par les vendeurs d'armes américains et européens, les tireurs de ficelles du sionisme et les attentes des régimes arabo-musulmans, pour la plupart rétrogrades, réactionnaires et violents qu'une guerre entre sunnisme et chiisme arrangerait à merveille. C'est dommage et c'est ainsi.

Signes avant-coureurs, une société wallonne de fabrication d'armes, se voit, déjà, dans l'obligation de communiquer à qui elle vendra ou à qui elle ne vendra pas.

Ce qui induit que le carnet de commandes se remplit, déjà. Pour le reste, Dieu, sans doute, reconnaîtra les siens quand ils seront morts.

A. M.